

APPEL À LA CONSTITUTION DU COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE RÉSISTANCE ET DE RECONQUÊTE POUR LA DÉFENSE DES ACQUIS DE 1936 ET 1945.

Le 14 octobre, à Paris, 122 militants ont décidé de constituer un « Comité national de résistance et de reconquête », pour la défense des conquêtes arrachées en 1936 et 1945. Une déclaration a été rédigée et appelle à la constitution de comités locaux.

Le lundi 6 novembre à Strasbourg, deux militants syndicalistes du Bas-Rhin, ont organisé une réunion de compte rendu. Les présents, des syndicalistes CGT, FO, FSU, des adhérents du Parti Ouvrier Indépendant, du Parti de Gauche, des Insoumis, des militants laïques, des retraités, travailleurs et jeunes sans appartenance ont écouté le compte rendu de la réunion de la réunion nationale et participé à la discussion.

Ce qui est en ressorti, c'est la gravité et la violence des attaques gouvernementales contre les acquis dans tous les domaines, alors que Macron et son gouvernement, élus avec des taux d'abstention sans précédent dressent contre eux toutes les couches de la population, sauf le grand patronat. Nous avons évoqué notamment :

- La volonté de détruire le Code du Travail entraîne l'atomisation des salariés dans l'entreprise, et par les pressions patronales exercées, rend plus difficile l'action syndicale.
- La précarisation de l'emploi, et l'ubérisation sans droits, qui touchent particulièrement les jeunes, quel que soit leur niveau de diplôme.
- Dans le secteur hospitalier, c'est l'attaque contre les statuts et l'étranglement financier de l'hôpital public qui met en danger la vie des patients.
- La baisse des dotations aux collectivités territoriales met en péril les EHPAD et ouvre la voie à la multiplication des établissements privés réservés à ceux qui ont les moyens. La loi NOTRe, c'est la privatisation des services publics.
- La difficile situation financière de l'enseignement supérieur et le projet d'instaurer la sélection à l'université, par la destruction programmée du baccalauréat, premier grade universitaire, et la régionalisation des formations.
- L'étranglement du financement de la Sécurité Sociale par les exonérations de cotisations sociales et l'augmentation de la CSG.

Comment rassembler nos forces, pour combattre et mettre en échec ce gouvernement ? Il a été précisé qu'il ne s'agit pas de constituer une organisation supplémentaire, mais de fédérer dans le respect des idées et des appartenances de chacun pour ouvrir la discussion.

Afin d'expliquer ce qui a été conquis en 1936 et 1945, d'aider au regroupement des forces nécessaires pour organiser cette résistance, nous vous appelons à constituer un comité départemental comme force de vigilance, de proposition et d'action, en lien avec le Comité national qui s'est constitué le 14 octobre. La tribune libre d'*Informations Ouvrières* en sera le relais.

**NOUS AVONS DÉCIDÉ DE NOUS RETROUVER
JEUDI 14 DÉCEMBRE À 19 H, MAISON DES ASSOCIATIONS,
SALLE MARGUERITE YOURCENAR (REZ-DE-CHAUSSÉE).**

Signataires : Serge BLOCH, retraité syndicaliste ; Michelle POLOCE, syndicaliste enseignement supérieur ; Hervé GOURVITCH, syndicaliste enseignement ; Henri HAAR, militant laïque ; Heinke FÖRST, militante laïque ; Bruno MORTAGNE, architecte salarié ; Jacky GROSS, syndiqué enseignement supérieur ; Bachir BECHA, Insoumis ; Christian PRUDHOMME, syndicaliste santé publique ; Maria MAURI, retraitée de l'enseignement ; Martine BLOCH, Parti Ouvrier Indépendant ; Arnaud LEMIÈRE, psychomotricien, Parti Ouvrier Indépendant.